



## CDNE des 22 et 23 septembre 2016

### Analyse de la situation

Les attentats de cet été à Nice et à Saint Étienne du Rouvray et dans d'autres pays, ont fortement marqué la population. Ces assassinats visent et concernent toute la société. L'instrumentalisation de cette situation, par certains politiques, pour stigmatiser une partie de la population, opposer les citoyens entre eux, libère les expressions les plus sordides, la parole raciste et éclipse les questions économiques et sociales. La polémique sur le burkini procède de la même logique. La mise en avant de ces expressions par les médias dominants leur fait porter une lourde responsabilité dans la diffusion d'idées xénophobes.

A l'opposé de ces positionnements, la nécessité du vivre ensemble, le rôle et l'engagement des services publics et de l'état doivent être réaffirmés.

Au niveau international (Syrie, Yémen, Lybie, Burundi, Gabon, Turquie, ...), les guerres, les conflits, les attentats dans le monde et les atteintes à la démocratie continuent de faire la une de l'actualité. Les populations en sont les premières victimes. Contraintes à l'exode, elles se réfugient notamment en Europe et en France dans des conditions d'accueil très souvent indignes. La construction de mur et la fermeture des frontières ne peuvent constituer une réponse à ces drames. Un traitement humain et le respect du droit (national et international) doit s'appliquer, notamment par la scolarisation de tous les enfants quelle que soit leur situation administrative. La poursuite de militants pour délit de solidarité dans le cadre de leurs actions avec les migrants est inacceptable.

Le SNEP, avec la FSU, appelle à participer le 24 septembre aux marches pour la paix dans tout le pays.

Les discussions, totalement opaques, ont repris sur le CETA et le TAFTA malgré les voix de plus en plus nombreuses qui dénoncent la logique purement commerciale et anti démocratique qui les soutient. Le SNEP et la FSU appellent les collègues à prendre toute leur place dans les actions qui se construisent, notamment en participant à la grande marche du 15 octobre à Paris.

Le SNEP, avec la FSU, soutient la mobilisation du 8 octobre à Notre-Dame-Des-Landes afin d'obtenir l'arrêt du projet d'aéroport et de refuser toutes les expulsions.

En France, la campagne pour les élections présidentielles est largement lancée. Les premiers débats montrent que, loin de traiter des grandes questions sociales et économiques, ils ne visent qu'à cliver sur la base de polémiques, notamment sur la question identitaire. La nécessaire sécurité face à la situation n'est évoquée que par l'instauration de dispositifs de plus en plus sécuritaires, avec un développement de discours anxigènes ; les amalgames vont bon train sur les questions d'immigration et les phénomènes de terrorisme, les services publics et les fonctionnaires ne sont considérés que comme une charge non supportable pour le pays. La volonté de s'éloigner des valeurs fondamentales de notre société, de tout ramener à l'individu et à sa responsabilité, irrigue ces débats, évitant ainsi de poser les questions de la répartition des richesses, du chômage, de la transition écologique, ... qui sont pourtant des urgences au cœur des préoccupations des français.

L'école elle-même fait l'objet de propositions et de discussions à base de surenchères détestables.

La pléthore de candidats, déjà déclarés, ou non, tant à droite qu'à gauche, n'est pas de nature à rendre le débat plus clair et plus serein. Le risque de « radicalisation » vers l'extrême droite d'une partie des candidats pèse fortement sur ce début de campagne.

Les mobilisations des 8 et 15 septembre n'ont pas été à la hauteur des enjeux et la question se pose de la suite des mobilisations et de leurs formes.

Le SNEP, avec la FSU, reste mobilisé contre la loi travail et mène les luttes avec l'intersyndicale pour le retrait du texte, pour améliorer les droits existants et en conquérir de nouveaux.

Les 18 et 19 novembre prochains auront lieu les assises nationales de la convergence des services publics. Au vu des débats actuels sur leur rôle et leur place, ces assises nationales sont un élément essentiel pour porter haut et fort l'importance de services publics renouvelés et développés.

Une rupture importante est en train de se créer entre les salaires et les pensions. Le SNEP-FSU prendra donc toute sa place dans la manifestation unitaire des retraités pour la revalorisation des pensions, l'amélioration de la loi vieillissement et la défense du pouvoir d'achat, le 29 septembre.

Toutes ces actions s'inscrivent dans un contexte de répression syndicale rarement atteint et de violences policières inadmissibles pour lesquelles toutes les responsabilités doivent être clairement établies ! La prolongation de l'état d'urgence, que nous continuons de rejeter, est largement utilisée par le gouvernement pour tenter de museler les mouvements sociaux et faire pression sur ceux qui contestent sa politique.

La rentrée scolaire, avec la mise en œuvre des réformes (collège, programmes, DNB,...), ne se déroule pas dans un climat serein. Si la réforme du collège n'a pas été aux dires de la ministre la « catastrophe annoncée », elle reste contestée et les moyens abondés pour en lisser les effets délétères n'enlèvent rien au refus massif de la profession. L'appel à la « résistance pédagogique » trouve un écho dans de nombreux établissements et la question est posée de la réalité de sa mise en œuvre.

Augmentation conséquente du nombre d'élèves sans moyens supplémentaires avec pour conséquences des classes de plus en plus surchargées, des vœux d'orientation non respectés (notamment dans la voie professionnelle), des recrutements de non titulaires déjà important du fait de concours qui ne font pas le plein, des moyens horaires en diminution dans beaucoup d'établissements, la suppression de nombre de projets et dispositifs mis en place pour développer des voies originales de réussite pour nos élèves sont la réalité de cette rentrée scolaire.

Dans les lycées, alors que les conditions de rentrée sont très insatisfaisantes : augmentation des effectifs, problématique du redoublement pour les élèves de terminale, conservation de la note du Bac qui percute l'organisation des classes... ; la ministre annonce une réforme du lycée, une possible refonte du Bac, sans offrir de pistes pour résoudre les différents problèmes et sans réel bilan préalable.

Dans le supérieur, la loi LRU poursuit ses ravages et tout le monde s'accorde à reconnaître que cette rentrée est sans doute la pire depuis 2009 avec un nombre de poste en baisse et un budget moindre en euro constant par rapport à 2009, alors que plusieurs dizaines de milliers d'étudiants supplémentaires sont entrés cette année à l'université.

Le manque de moyens et d'installations en STAPS nuit aux capacités d'accueil et conduit depuis plusieurs années à la mise en place de tirage au sort dans de nombreuses universités, mettant ainsi à mal le libre accès à l'Université et le droit à une poursuite d'étude dans une filière choisie. Des mesures doivent être prises en urgence pour accueillir tous les étudiants qui le désirent et des

solutions doivent être trouvées pour que les étudiantes soient équitablement représentées dans les STAPS.

Comme chaque année, des milliers de postes mis au concours n'ont pas été pourvus, éloignant d'autant l'objectif des 60 000 postes nouveaux et renforçant les difficultés rencontrées dans les établissements.

Les mesures de sécurité mises en place à la rentrée placent les collègues en situation difficile puisque les moyens afférents, notamment humains, sont largement absents.

Les discussions sur PPCR continuent et le SNEP, avec la FSU, continue de porter les mandats qui sont les siens. L'atténuation des écarts entre les collègues sur les passages d'échelons et les mesures indiciaires représentent des aspects positifs. Le SNEP et la FSU continuent de réaffirmer la nécessité de déconnecter évaluation et déroulement de carrière. Le maintien d'une évaluation de la « valeur professionnelle », les modalités d'évaluation toujours pas arrêtées définitivement, l'accompagnement et le suivi, sont des points sur lesquels il nous faut continuer à peser. Des améliorations ont été obtenues grâce aux interventions de la FSU, c'est dans ce sens que continueront nos interventions.

En EPS, la rentrée voit s'accroître les difficultés des collègues du fait d'une réforme du collège qui percute de plein fouet les « plus » en EPS, qui attaque la dimension nationale du service public d'éducation et tente de renvoyer sur le local l'organisation et les contenus des enseignements. Corrélée à des nouveaux programmes vides de contenus, centrés sur une EPS " au service de... " et à la disparition historique et inacceptable d'une prise en compte spécifique de l'EPS au DNB, cette rentrée présente de grands dangers pour notre discipline et notre métier. C'est aussi pour cela que le travail sur les programmes alternatifs va se poursuivre et se développer. Le colloque des 17 et 18 novembre 2016 participe de cette démarche.

Le rapport remis par les députés, P. Deguilhem et R. Juanico portant sur la promotion de l'activité physique et sportive pour tous, à l'école et en dehors, s'il ouvre des pistes qu'il nous faut étudier (rôle déterminant de l'obligation scolaire dans l'accès à la pratique volontaire, questions des installations sportives, ...), maintient une confusion importante et pernicieuse sur le sport à l'école, le périscolaire et le sport fédéral. Les auteurs, tout en prenant le parti de ne pas questionner la politique du ministère de la Jeunesse et des Sports, proposent un renforcement et un développement des liens entre l'EPS, les associations sportives et les fédérations. Travailler sur un parcours sportif des élèves nécessiterait d'abord de repenser les horaires et les contenus de la discipline dans l'école, avant de rechercher des pseudos complémentarités avec le mouvement sportif.

Les jeux olympiques de Rio sont terminés et il faut bien constater qu'ils n'ont pas été le succès populaire attendu avec des tribunes le plus souvent dégarnies et une population en partie exclue "économiquement" de la possibilité d'en profiter.

Les jeux Paralympiques, à l'inverse, ont vu les brésiliens investir les salles et les stades, pour encourager et applaudir des sportifs de très haut niveau qui démontrent que leur handicap (quel qu'en soit la nature ou l'origine) n'est pas un frein à la pratique sportive, bien au contraire.

Nombre de commentateurs et de politiques ont immédiatement mis en avant le nombre de médailles récoltées pour s'interroger sur la place occupée par la France dans le classement.

Estimant que la France devrait mieux faire, le Ministère des sports convoque des états généraux du sport de haut niveau sur fond de mise en exergue du système anglais, qui a fortement investi sur quelques sports, estimés à fort potentiel de médailles, en délaissant complètement l'éducation physique à l'école. Une grande vigilance s'impose face à cette orientation.

Sans renier la performance, une politique sportive ne peut s'évaluer qu'au seul nombre de médailles olympiques et la politique du ministère est bien loin de pouvoir présenter un quelconque bilan positif sur le reste de ses prérogatives, notamment sur le développement du sport pour tous, dans sa politique en direction des clubs. Certains résultats (par exemple la boxe et plus particulièrement la boxe féminine), ont révélé des problématiques sur lesquelles il est nécessaire que le SNEP-FSU engage un travail d'analyse qui ne sera fait par personne d'autre : rôle de la performance dans la réalisation de la personne, inventivité technique, moyen d'identification nationale, ...

Mais, se profile déjà la perspective de Paris 2024 et le SNEP-FSU a rencontré le co président du comité de candidature et participé à un débat avec des acteurs de cette candidature. L'organisation des JO n'est pas de nature à résoudre toutes les difficultés sociales, économiques et sportives d'un pays, cette candidature doit s'inscrire dans des choix de développement qui profitent à tous et remettre au cœur de l'activité gouvernementale une politique sportive ancrée sur le développement de toutes les formes de pratiques volontaires pour toutes et tous, en connexion avec une politique de l'EPS à l'école. Autant dire que la partie n'est pas gagnée et que le SNEP-FSU continuera de porter ses mandats lors de toutes les discussions et rencontres à venir.

Le SNEP-FSU mettra en débat dans la profession et au CDN, sa position par rapport à la candidature de Paris pour les JO de 2024.

**Votes :**

Pour : 89

Contre : 0

Abstentions : 4

NPPV : 0